

DOMMAGES AUX BIENS MULTIRISQUE IMMEUBLE



VOUS ÊTES INVITÉ A RÉPONDRE A L'ENSEMBLE DES QUESTIONS AFIN QUE VOTRE DEMANDE PUISSE ÊTRE TRAITÉE.

COURTIER

Nom du Cabinet :

Nom et prénom du représentant :

E-mail :

Téléphone :

Adresse : N° :

Type de voie :

Nom de la voie :

Code postal :

Ville :

Code ORIAS :

PROPOSANT (sera le Preneur d'Assurance si le contrat est souscrit)

Raison sociale (fournir un extrait Kbis) :

Forme juridique :

Nom et prénom du représentant :

Siège social : N° :

Type de voie :

Nom de la voie :

Code postal :

Ville :

Code NAF :

Siret :

Siret du syndic si copropriété :

Nom du syndic :

Activités exercées :

Date de création de l'entreprise :

Date de clôture de l'exercice social :

Chiffre d'affaires :

Effectif :

SITUATION DU RISQUE

Unique Multiple

En cas de situation multiple vous devez compléter un formulaire par situation de risque.

N° :

Type de voie :

Nom de la voie :

Code postal :

Ville :

Bâtiment :

Escalier :

Niveau (RDC, sous-sol, entresol, 1^{er}...) :

Superficie des locaux :

m²

CARACTÉRISTIQUES DU FUTUR CONTRAT

Affaire Nouvelle

Remplacement

Date d'effet souhaitée :

Échéance annuelle :

Fractionnement : Annuel

Semestriel

ANTÉCÉDENTS DU RISQUE

Le Proposant ou l'Assuré ou le Bénéficiaire :

A-t-il été, au cours des 3 dernières années, en liquidation
ou en redressement judiciaire ?

OUI NON

Si oui, quelle est à ce jour l'évolution de sa situation ? (rachat, plan de continuation...):

A-t-il été assuré pour ce risque ?

OUI NON

Si oui, par quel assureur ?

N° de contrat :

A-t-il déclaré des sinistres au cours des 3 dernières années ?

OUI NON

Dans l'affirmative, nous en préciser la nature, le nombre, les circonstances, la date et l'importance :

Pour tout sinistre d'un montant supérieur à 1 525 €, donner les détails sur la nature et les circonstances du ou des sinistres par une note que vous joindrez au présent formulaire.

Ces sinistres ont-ils entraîné la résiliation du contrat ?

OUI NON

Si non, motif du changement d'assureur :

Des mesures ont-elles été prises pour éviter le renouvellement
de sinistres de même nature ?

OUI NON

Si oui, lesquelles :

Autres événements ou circonstances pouvant donner lieu dans l'avenir
à la mise en jeu de l'éventuel contrat ?

OUI NON

Si oui, fournir les détails :

Franchise Dégâts des Eaux du contrat actuel de l'Assuré :

Le précédent contrat a-t-il été résilié ?

OUI NON

Motif ?

INFORMATIONS :

Qualité du Preneur d'Assurance : Syndic de copropriété Bénévole Professionnel

Propriétaire unique

avec occupant unique

avec occupants multiples

Organisme HLM

Superficie totale de l'immeuble :

Nombre d'étages :

Dont garages : m²

Sous-sols/caves : m²

Parkings publics

Parkings privatifs

Contrôle d'accès

OUI NON

Hauteur de l'immeuble : ≤ 28 m

> 28 m > 50 m

Altitude > 1200 m :

OUI NON

Si OUI, temps approximatif d'intervention du centre de secours : min

Nombre de locataires ou de parties privatives :

% locataires / % propriétaires : % / %

Renonciation contractuelle à recours du propriétaire envers les locataires :

OUI NON

Année de construction de l'immeuble (obligatoire si < 30 ans) :

A défaut, > 30 ans et < 50 ans > 50 ans

Matériaux de construction :

Façade rideau :

OUI NON

Matériaux de charpente : Bois Acier Terrasse béton

Autre :

Matériaux de couverture : Tuiles Ardoises Terrasse béton

Verre Bois

Autre :

Nature des planchers :

Escaliers et ascenseurs encagés :

OUI NON

Mode de chauffage des locaux :

Énergie : Gaz Électricité Fuel

Vapeur Eau chaude

Générateur : dans local séparé distant (type chauffage urbain)

Installations particulières en toiture : Panneaux photovoltaïques
 Antennes opérateurs mobiles
Immeuble : Classé Répertorié
Nombre de préposés de l'immeuble :
Fonctions :

Présence d'un gardien : OUI NON
Horaires de présence :

Aménagements : Piscine intérieure Piscine extérieure
 Aire de jeux Jardins Parc entièrement clos
État de l'immeuble : Neuf Bon Moyen Vétuste
Présence de tags : Murs extérieurs OUI NON
Parties communes OUI NON
 Ascenseurs Monte-charge Vide-ordures Local poubelles intérieur

Contrat d'entretien couvrant ces matériels :

Nom de la société et fréquence de l'entretien :

Systèmes de Gestion Technique du Bâtiment :

Digidocodes Portiers automatiques
 Systèmes de surveillance/anti-intrusion Systèmes de régulation (chauffage, éclairage)

Autres systèmes :

Usage de l'immeuble :

Habitation exclusive Habitation et commerces Habitation et bureaux

Locaux professionnels en : RDC RDC & Sous-sol
 RDC & 1^{er} étage En étage
 RDC 1^{er} étage & sous-sol Autres

Proportion des locaux professionnels :

Nombre de commerçants/artisans :

Nature des activités professionnelles :

Valeur approximative du contenu (matériel, marchandises) : EUR

GARANTIES OPTIONNELLES SOUSCRITES

Effondrement Graffitis
 Pertes d'eau accidentelles Fuites sur canalisations enterrées

Nous vous remercions du soin apporté à remplir ce formulaire, et à le compléter suivant vos propres besoins.

Les informations à caractère personnel recueillies par ALBINGIA sont indispensables à la gestion de votre demande. Ces informations ont également pour finalité la passation, la gestion (y compris commerciale) et l'exécution des contrats d'assurance souscrits.

L'ensemble des réponses aux questions sont obligatoires ; à défaut de réponse à l'une d'entre elles, votre demande pourrait ne pas être traitée.

Toute opération relative aux données à caractère personnel est soumise aux dispositions du règlement européen 2016/679 sur la protection des données à caractère personnel.

Nous vous informons que les données recueillies pourront être communiquées en tant que de besoin et au regard des finalités mentionnées ci-dessus aux entités composant la compagnie ALBINGIA en France ainsi que, si nécessaire, à ses intermédiaires et réassureurs, sous-traitants et prestataires, dans le respect de la législation sur la protection des données à caractère personnel, et dans la limite nécessaire à l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Par ailleurs, vous êtes informé qu'en vue de satisfaire aux obligations légales et réglementaires, ALBINGIA peut être amené à communiquer des informations à des autorités administratives ou judiciaires habilitées

En application de la réglementation et en particulier du Règlement européen 2016/679, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation des informations qui vous concernent, en justifiant de votre identité en écrivant à l'adresse suivante : ALBINGIA – Délégué à la protection des données (DPD) - 109/111 rue Victor Hugo, 92300 LEVALLOIS PERRET - par mail : dpd@albingia.fr

Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Les données vous concernant seront conservées pendant une durée de 3 (TROIS) ans à compter de la collecte ou du dernier contact en l'absence de conclusion d'un contrat.

En cas de contestation, vous disposez du droit de saisir la Commission Nationale Informatique et Libertés. En cas de décès, et en l'absence de directives de votre part, vous êtes informé que vos héritiers disposent d'un droit de s'opposer à la poursuite des traitements de vos données ou faire procéder à leur mise à jour.

Vous certifiez exactes les déclarations de la présente proposition qui pourront constituer la base d'un contrat d'assurance et reconnaissez avoir pris connaissance du texte des articles L. 113.8 et L.113.9 du Code des Assurances repris ci-après.

Vous vous engagez à nous déclarer tout élément susceptible de modifier notre appréciation du risque et qui surviendrait postérieurement à la remise de la présente proposition, notamment tout événement susceptible de mettre en jeu les garanties de l'éventuel contrat.

Fait à

Le

**Faites précéder la signature de « Lu et Approuvé »
et apposer le cachet du proposant**

Extraits du Code des Assurances

Article L. 113.8

Indépendamment des causes ordinaires de nullité et sous réserve des dispositions de l'Article L.132.26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'Assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'Assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'Assuré a été sans influence sur le sinistre. Les primes payées demeurent alors acquises à l'Assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Article L.113.9

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'Assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'Assureur a le droit de maintenir le contrat, moyennant soit une augmentation de prime acceptée par l'Assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'Assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus. Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

PARTIE RÉSERVÉE A L'INTERMÉDIAIRE

Connaissez-vous personnellement le proposant ?

OUI NON

Si oui, depuis combien de temps ?

Fait à

Le

SIGNATURE DU COURTIER, APORTEUR DE L'AFFAIRE